

Les subsides

Comme le fait remarquer le sous-comité, les deux parties sont à égalité dans l'ensemble, ce qu'approuvent bon nombre d'experts militaires à l'heure actuelle, notamment aux États-Unis.

Les États-Unis auraient tort de chercher à s'assurer une supériorité nucléaire, tout d'abord parce que les Soviétiques ont dit qu'une telle mesure de la part des Américains les poussera tout simplement à étendre leur programme nucléaire. Et ce sera à nouveau l'escalade. Deuxièmement, comme l'a signalé l'Amiral Noel Gayler, ancien chef des forces armées américaines dans le Pacifique, sur le plan pratique, cette prétendue supériorité n'a aucun sens. Je cite les propos de cet ancien responsable, rapportés dans le *Times* de New-York de dimanche dernier:

La Russie et nous sommes comme deux joueurs assis face à face à une table de jeu, un révolver pointé sur le ventre de l'autre et le doigt sur la gachette. Peu importe la taille des révolvers; si l'un des deux est utilisé, les deux sont morts. De la même façon, l'importance des forces nucléaires ne fait guère de différence.

Il est donc tout à fait inutile d'aller de l'avant avec le missile de croisière. Il impliquera de nouvelles dépenses en armements des deux côtés. Il ne fera qu'accroître l'équilibre de la terreur déjà excessif qui existe dans le monde.

La proposition concernant un gel nucléaire est pratique. Elle n'avantage aucune des parties. Le gouvernement canadien devrait user de son influence auprès de la communauté mondiale, lors d'une Assemblée spéciale des États-Unis, pour obtenir un gel et faire accepter des mécanismes internationaux efficaces en vue de le mettre en application. Il ressort clairement des entretiens récents que les États-Unis devront être disposés à changer d'avis à l'égard du missile de croisière. D'autre part, l'Union soviétique devra changer d'avis quant à l'importante question de l'inspection. Quant au Canada, son rôle futur est clair: nous devons faire notre possible pour convaincre les deux superpuissances de se montrer conciliantes.

● (1530)

Le comité recommande ensuite qu'on interdise les essais des missiles de croisière. Cela découle évidemment de sa première recommandation. Comme le souligne le sous-comité, nous ne devrions pas participer à des essais visant à perfectionner la technologie nucléaire militaire. C'est seulement en refusant l'usage de notre espace aérien en Alberta, en Saskatchewan ou ailleurs que nous prendrions clairement position contre la course aux armements. Nous ne pouvons pas être à la fois pour le désarmement et participer à ces essais. C'est l'occasion ou jamais de prendre position. Nous devons nous prononcer contre cette course absurde et inhumaine aux armements nucléaires en commençant par interdire l'essai des missiles de croisière sur le sol canadien.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: A mon avis, la troisième recommandation n'est pas aussi rigoureuse et vérifiable que les deux premières.

Elle est néanmoins très importante. Le Canada doit simplement s'engager à ne jamais être le premier à employer des armes nucléaires. C'est à mon avis un engagement moral extrêmement important et c'est la première chose qu'il faudrait demander aux autres pays disposant d'armes nucléaires. A propos de cette recommandation et des autres, je tiens à dire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) que le gouvernement du Canada ne devrait pas hésiter à prendre cet engagement et à prendre les mesures qui en découleront.

Voici la quatrième et dernière recommandation du rapport minoritaire: Nous devrions consacrer 0.10 p. 100 de notre budget de défense, c'est-à-dire 7 millions, au désarmement. Cette somme pourrait servir à renforcer les programmes d'étude sur le désarmement, à fournir des renseignements et à intensifier la recherche dans ce domaine. Cette proposition correspond exactement à l'opinion de la majorité des Canadiens. Les Canadiens de toutes les régions, de tous les partis veulent la paix. Ils préféreraient sans aucun doute que l'on dépense cet argent pour assurer la paix et prendre les moyens pour y arriver au lieu de seulement dépenser pour l'armement. Plus de 30,000 personnes se sont rassemblées à Vancouver pour participer à une manifestation clairement spontanée et je suis persuadé qu'en l'occurrence, elles étaient les porte-parole des Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: On ne peut exagérer les horreurs indicibles d'une guerre nucléaire. Seuls les insensés prétendent qu'on peut le faire. Je qualifie d'insensés les militaires en Union soviétique, aux États-Unis ou dans leurs pays alliés qui affirment sans broncher qu'on peut survivre à une attaque nucléaire et qu'on peut livrer une guerre nucléaire restreinte.

Toutefois, monsieur l'Orateur, si à mon avis, il va de soi que tous les hommes et femmes de bonne volonté et d'intelligence raisonnable appartenant à tous les partis conviennent que toute guerre nucléaire quelconque dégénérerait en holocauste nucléaire, dans le monde politique, il ne suffit pas de souligner ces conséquences, si horribles soient elles. Il incombe en somme à l'homme politique de présenter une solution valable et de chercher ensuite à y donner suite.

Sur la scène politique, il est rare que l'idéal et le possible coïncident parfaitement. A mon avis, c'est exactement ce qui arrive à l'heure actuelle. Il s'agit de commencer à éloigner l'humanité du gouffre nucléaire. Dans ce but les moyens que je viens de décrire ont été proposés et approuvés par nombre de personnes dans de nombreux pays. Tout ce qu'il nous faut maintenant, c'est la volonté politique de les mettre en œuvre. Mettons-nous donc à cette importante œuvre humaine.

Des voix: Bravo!

Mme Apolloni: Monsieur l'Orateur, le député d'Oshawa (M. Broadbent) me permettrait-il de lui poser une question?

Une voix: Non.